ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 2539

présenté par
Mme Tuffnell

ARTICLE 17

Compléter l'alinéa 4 par les mots :

« et la garantie de perception du partage de frais pour les conducteurs dans le cadre de trajets effectués en covoiturage. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement invite le Gouvernement à autoriser la systématisation de la perception du partage de frais par les conducteurs dans le cadre de trajet effectué en covoiturage.

Aujourd'hui, certains actes administratifs, dont la circulaire DSS/SDFSS/5B/N°2003/07, entravent le développement du covoiturage domicile-travail. La modifier permettrait d'autoriser les bénéficiaires d'indemnités kilométriques à covoiturer. Tel que prévu dans la circulaire, les bénéficiaires d'indemnités kilométriques ne sont pas autorisés à covoiturer avec un salarié de la même entreprise disposant des mêmes droits.

Ainsi, ces salariés bénéficiaires d'indemnités kilométriques sont par deux fois en situation d'inégalité :

- Sans solution de transports en commun du fait de problématique territoriale ;
- Sans solution de covoiturage du fait d'interdiction réglementaire.

Cette situation va à l'encontre de la volonté du Gouvernement de proposer pour tous une mobilité durable. Les entreprises sont à la fois encouragées à mettre en avant le covoiturage via les Plans de Mobilités mais sont bloquées lorsque sans solution de transports en commun, elles doivent accompagner leurs salariés par les indemnités kilométriques.